



64/66 av. de l'Union Soviétique
BP 231, Clermont Fd Cedex 1
T.04 73 98 36 28 - 06 78 88 93 09
agauche100pour100@agglo-clermont.fr



Projet d'agglomération "vers une éco-métropole" qu'ils disent !

Par Jean-Michel Duclos, Élu à la ville de Clermont, Suppléant Clermont-Communauté

Voici le titre du texte de six pages (issu du projet transversal aux 6 commissions dirigées par la majorité socialiste) que nous avons à adopter ce vendredi 12 février à la session de Clermont-Communauté.

Ce texte ne peut recevoir notre aval, tant on peut y relever de contradictions, de **notions qui sont juxtaposées sans cohérence**, voir de verbiage incompréhensible comme la partie concernant le développement culturel.

Des valeurs fortes sont véhiculées par certains mots affichés comme des étendards dans le texte comme "*solidarité*", "*éco-quartier, éco-cité*", "*excellence de la recherche en matière de développement durable*", "*offrir à chacun un logement décent*" laissent croire que l'on a pleinement pris conscience de l'urgence sociale et environnementale. Mais très vite d'autres formulations beaucoup plus troublantes dévoilent des intentions d'aménagement du territoire tout à fait conformes à la pensée unique qui a été à l'origine de cette crise sociale et écologique.

Bref, ce texte est une prouesse de **grand écart** entre un affichage d'intentions correspondant aux aspirations populaires et des objectifs tacites répondant aux impératifs imposés par le monde économique ultra-libéral avec sa politique de pénétration des collectivités qui l'accompagne.

L'éco-métropole et les pôles de compétitivité

Il ne suffit pas d'affubler chaque mot du préfixe "**éco**" ou de lui adjoindre le qualitatif "**durable**" pour que comme par enchantement, la politique menée se voit automatiquement revêtue des vertus de l'exemplarité écologique. Ce "vernissage" apparaît comme une opération de **détournement du sens commun** de ces mots!

"L'éco-métropole" prétendument "*ournée vers le développement durable et solidaire*" se dévoile très vite sous un autre jour, et cela seulement deux lignes plus loin : "*Elle (l'éco-métropole) conjugue une vocation industrielle et agricole dans une culture d'innovation*".

Pour la partie agricole suivez mon regard. Limagrain n'est pas loin, ce qui est confirmé dans les pages qui suivent, tant **les pôles de compétitivité sont encensés** à maintes reprises dans ce texte. Selon les rédacteurs, "céréales vallée", pôle de compétitivité du groupe agro-chimique auvergnat (Limagrain) et de l'état (INRA) serait-il un modèle du genre en matière de développement "durable"?

Largement subventionnée par nos collectivités locales (Conseil Régional, Conseil Général, Clermont-Communauté...) Limagrain, **apôtre des "bio" technologies (transgénèse et autres OGM)** et sa filiale Pain Jacques (paneterie industrielle et fourniture de pain de mie pour Macdo) sont en train de faire **main basse sur la recherche publique du blé** pour leur seul monopole : sélection de blés saturés en gluten adaptés plus aux process industriels et aux dizaines d'additifs qu'à la santé publique.

En matière de sauvegarde de la bio-diversité, objectif revendiqué plusieurs fois dans le texte on fait mieux !

Ainsi nous pouvons être complètement rassurés quant à l'affirmation du texte : "*...la culture du développement durable et l'attitude éco-responsable sont à la base de notre démarche collective*" !

Nous ne pouvons pas être d'accord avec les attendus qui sont supposés acquis dans ce texte !

Ainsi reviennent inlassablement dans les textes de présentation du projet de "grande métropole" (Vichy/Brioude), du SCOT* (grand Clermont en découpage élargi sur 103 communes) ou du projet d'agglomération que nous avons sous les yeux, **les mêmes poncifs, assénés comme des vérités premières.**

Nouvel exemple de chimère, l'obsession démographique!

L'absolue nécessité de **gagner 50 000 habitants** à l'horizon 2025, sinon on serait foutu..., toutes les grosses agglomérations veulent cela.

Ayant assisté à une grande messe portant sur le SCOT* à la Grande Halle à l'automne 2008, les élus invités représentants du grand Lyon et du secteur d'Issoire ne disaient pas autre chose ; tous espéraient des gains démographiques conséquents...

Sauf à persuader le Préfet de Région d'ouvrir en grand nos portes aux sans-papiers, il faut prendre conscience que **ces transferts de population ne se feront qu'au détriment des zones rurales qui continueront à se désertifier.**

Aurons-nous une grande métropole au milieu d'un grand désert ?

De plus, la **réforme des collectivités territoriales** en préparation, annonçant la suppression de la clause des compétences générales et par ailleurs instituant la métropole comme nouvelle collectivité, remplaçant la fois le Conseil Général et la communauté urbaine, ne peut que nous inquiéter.

Toujours au sujet de cette métropolisation, nous ne sommes pas rassurés non plus par la "*mise en place d'une gouvernance informelle...afin de négocier au*

mieux le virage métropolitain", formulation très troublante évoquée dans le texte.
Sommes nous peu à peu en train d'assister à la mort de la démocratie ?

Autre sujet qui revient comme un leitmotiv **le TGV !** Réclamé à corps et à cris par les élus de tout bord.

Ouvrons ce sillon de belles terres agricoles à l'appétit vorace des engins des multinationales du BTP...

"*Le TGV sera un formidable atout de développement pour l'ensemble du territoire...*" peut-on lire dans le document. La préoccupation première de la SNCF est principalement de doubler la ligne Paris-Lyon actuellement saturée. En plus il faudra certainement aller prendre le TGV vers Gannat !

Comme par le passé pour Vulcania ou l'autoroute A89, le TGV va vous apporter bonheur et prospérité.

Une bagatelle, les 700M€ que l'Auvergne devra trouver **dans la poche des contribuables Auvergnats** pour financer la part régionale de ce fastueux projet!

Aux oubliettes les conclusions de l'étude nationale qui démontrait que le TGV coûterait **dix fois plus cher** qu'aménager la ligne actuelle avec la technique du train pendulaire, ce qui mettrait Paris à 2h20 de Clermont-Fd.

Alors que l'on sait que la SNCF ne pourra pas en même temps développer les ligne à grande vitesse **et maintenir les lignes locales condamnées à la fermeture**, (voire réouvrir des lignes comme celle de Volvic-Saint-Eloy) qui elles irriguent les territoires ruraux.

Faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais

La "*densification de l'agglomération*", notion développée dans ce document pour éviter l'étalement urbain et ainsi ne pas gaspiller des terres agricoles, peut paraître comme une très bonne évolution des pratiques actuelles en matière d'urbanisme. On affiche ainsi la volonté d'améliorer l'efficacité de la desserte urbaine par les transports en commun, de recentrer les activités administratives commerciales et culturelles sur les centre villes ou les bourgs centre, de réintégrer de l'activité économique dans les quartiers, tout cela résumé sous le terme de "*mixité fonctionnelle*".

Si on demande aux particuliers d'être vertueux, vous remarquerez que dans ce domaine c'est "faites ce que je dis mais surtout pas ce que je fais" ; en dépit de ces belles déclarations, chacun a pu voir ces derniers mois se multiplier les projets d'aménagement de nouvelles Zones d'Activité Economiques. Il est prévu ce **mastodonte commercial** (filiale de BABOU) **en forme de "soucoupe volante"** dans la plaine de Sarliève, avec trente nouveaux magasins que l'on implanterait sur six hectares de bâtiments et plus d'une vingtaine d'hectares de précieuses terres agricoles !

Idem pour la zone à Cébazat qui devait recevoir des cliniques qui ont finalement renoncé à ce projet. En attendant, la voirie a été réalisée, et un pont fort dispendieux a été édifié. Il en est de même à Chateaugay dans la plaine de Riom,

où des zones industrielles ou artisanales, toutes implantées dans d'excellentes terres agricoles, ne sont pas reliées correctement aux transports en commun !

Faire de belles déclarations d'intention n'est pas faire la démonstration qu'elles vont être mises en application.

"équilibre entre activités humaines et préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et de la bio diversité"

"assurer prioritairement un logement décent à toutes les populations les plus défavorisées qui sont aussi les plus touchées par la crise"

"la mobilité durable est un des principes fondateurs de notre projet d'agglomération"

Par rapport à l'environnement, au logement et aux transports, voilà trois phrases tirées du texte soumis au vote des conseillers communautaires et que chacun pourrait signer des deux mains.

Encore faudrait-il que **ces propos ne restent pas seulement incantatoires**, que la collectivité communautaire soit en capacité de répondre à de tels objectifs et en ait réellement la volonté.

Qu'elle soit en capacité de répondre à de tels objectifs est bien la première question qu'il faut nous poser !

Bien sûr nous ne dirons pas que rien n'ait été fait dans ces domaines respectifs, que Clermont ou Clermont-Co pourrait être en avance sur quelques questions par rapport d'autres agglomérations. Par exemple nous pouvons reprendre à notre compte la phrase suivante *"la politique envers les déchets vise toujours à en produire moins, à en recycler le plus possible..."*. Cela aussi est dû à ce que Clermont a échappé à deux projets d'incinérateur, grâce à la mobilisation exceptionnelle des citoyens, des médecins et des associations les représentant.

Mais il est indéniable que Clermont-Communauté a aujourd'hui **une marge de manœuvre financière réduite** : le "trou du SMTIC" dû à une absence manifeste d'anticipation des coûts de fonctionnement du transport public, les déficits dus à des opérations avortées comme celle de la Grande Bibliothèque, les investissements coûteux dans des "équipements dit structurants" promis à chaque commune et parfois réalisés comme le luxueux Dojo de Ceyrat ou autres établissements culturels parsemés çà et là . Aujourd'hui **les finances sont exsangues, asphyxiées par cette politique de paillettes et de projets pharaoniques** . Les Clermontois sont victimes de certains élus adeptes de la méthode Coué qui leur répètent : "Clermont roule en tête, Clermontois vous êtes les meilleurs, vous êtes sûrement assez riches pour rendre votre ville la plus attrayante possible afin que les gentils industriels viennent à vous." Ce qui a justifié beaucoup d'aménagements sans s'être trop souciés que les finances publiques puissent suivre.

En matière d'organisation des transports publics, les erreurs du passé seront difficilement rattrapables.

Cela a été une erreur monumentale de ne pas avoir connecté la ligne de tramway à la gare SNCF. D'autant plus que la disposition "en croix" des lignes ferrées existantes irriguent harmonieusement les territoires de l'agglomération, et que **la mise en synergie "train-tram" aurait été un atout fondamental en terme d'efficacité** pour offrir aux clermontois une alternative au "tout automobile". Espérons que si elle voit le jour la deuxième ligne de tram comblera ce déficit. Là aussi, l'allégeance à la grande maison du pneumatique, a été lourde de conséquence dans les options qui ont été choisies et dans le retard pris dans le développement des transports publics, alors que se multipliaient des zones dédiées à l'invasion par l'automobile (commerces de périphérie, multiplex, zone ludique Ernest Cristal...).

Par ailleurs, les modes de circulation douce (pistes cyclable, zones 10 kmh) sont encore trop peu étendus pour constituer un réseau cohérent.

Que la collectivité ait réellement la volonté de répondre à ces objectifs, telle est aussi la question qu'il faut se poser !

Là aussi, il faut se garder de caricaturer ; selon les communes ou les élus les positions et la volonté réelle d'agir peuvent être très différentes.

Agriculture et environnement.

Alors que "*l'éco-métropole*" est sensée "*faire interface entre le tissu urbain et le monde rural*", il est symptomatique, dans le domaine de l'environnement, de constater l'absence totale de réflexion sur les pratiques agricoles.

Cette question est pourtant centrale **en matière de protection de l'eau, de l'air*, de la qualité de l'alimentation et donc de la santé publique.**

Curieusement elle n'engendre aucune préconisation dans le projet d'agglomération.

Clermont-Co serait donc en charge de soigner les conséquences de cette pollution agricole (pollution de l'air, de l'eau), mais se garderait bien d'agir sur les causes !

Quid de la ceinture de maraîchage biologique indispensable autour de l'agglomération ! Quid de l'installation de jeunes agriculteurs bio ou de la conversion des exploitations agricoles existantes sur les bassins versants alimentant les zones de captage ! Prenons l'exemple de Munich. Il faut peu à peu dépolluer les sols en vue d'améliorer la qualité de notre eau, mais également celle de notre air pollué par les pesticides, pour sauvegarder notre santé et notre biodiversité. **Tout est lié.**

Quid du soutien aux **circuits directs entre consommateurs et producteurs**, et de la nécessaire **relocalisation de l'économie** en matière de fourniture de bien de consommation de première nécessité. Pensons aussi à l'implantation de jardins

partagés, au soutien aux apiculteurs confrontés à la mortalité des abeilles et donc à un grave problème de sauvegarde de la biodiversité.

Quid des **repas bio dans les cantines scolaires** et la restauration collective qui restent pour l'instant anecdotiques et pour lesquels l'offre n'est absolument pas organisée. Cela impliquerait de créer les conditions d'un marché local court-circuitant les marges tyranniques de la grande distribution et des ses intermédiaires, (renforcer les plates-formes de distribution), et ainsi **répondre aux difficultés d'existence des petits paysans** par des contrats de pré-achat et des réserves foncières dédiées . Au lieu de cautionner Céréales Vallée, les collectivités territoriales feraient mieux de s'associer pour aider le monde paysan à se réorganiser, pérenniser un abattoir public, aider des initiatives liées à la transformation des produits (conserverie, ateliers de découpe...). C'est ainsi que nous concevons une meilleure "*interface entre le tissu urbain et le monde rural*".

La question du logement social.

Assurément, Clermont-Co et une bonne partie des communes ont eu une politique de construction de logements sociaux conséquente depuis longtemps, et il est vrai que Clermont-Communauté a donné dans son programme une priorité au PLAI (logement dit "très sociaux")

Confronté aujourd'hui à une situation de **paupérisation d'une partie importante de la société**, le déficit de logements adaptés aux personnes les plus démunie est néanmoins récurrent. De plus, le renchérissement du coup de l'énergie fait que beaucoup de locataires ne sont plus en mesure de payer leurs charges. Un énorme chantier d'isolation thermique est devant nous.

D'autre part, l'éclatement des cellules familiales a pour conséquence que la plus grande partie des logements neufs est absorbée sans que le nombre de demandeurs de logement social diminue.

Enfin le nombre des sans logis faisant appel à des structures d'accueil d'urgence est en forte progression.

A partir de là prétendre "*se donner*" pour "*objectif politique majeur d'offrir à chacun un habitat décent et adapté dans un vaste projet de ville pour tous*", ne peut s'apprécier qu'à la hauteur des moyens mis en oeuvre.

Or les sommes affectées actuellement dans ce domaine sont trop faibles et loin d'être à la hauteur des enjeux. De plus nous sommes dans un contexte où l'Etat est défaillant dans sa compétence en matière d'hébergement d'urgence et restreint partout ses aides pour la construction de logements neufs.

Selon les analyses des services, **plus de dix mille logements sont actuellement vacants sur le territoire de l'agglomération !** et de nombreuses pistes d'actions restent encore à explorer :

- Dans le cadre de chantiers encadrés, permettre à des personnes sans emploi de participer à la réhabilitation de leur futur logement tout en s'initiant aux techniques d'avenir en matière de construction ou d'isolation écologique (formation qualifiante).

- La création de convention avec des propriétaires de logements vacants désireux de pouvoir louer à **prix très modérés** leur logement en contre-partie de l'assurance d'une location pérenne et du bon entretien des lieux.
- L'incitation aux coopératives d'habitants ainsi que toutes initiatives d'habitat autogéré à se développer par des aides au foncier, aux montages des dossiers, à la formation...
- L'aide à acquérir ou à transformer des terrains municipaux en zones d'initiatives coopératives ou communautaires où la partie habitat peut être intégrée dans **une vision plus globale d'économie solidaire et vivrière**.
- L'affectation de lieux pour la scène alternative, les associations d'éducation populaire, les associations humanitaires, des projets de coopératives de l'économie sociale et solidaire.
- La promotion des filières de matériaux de construction écologique et relocalisée (pisé, chanvre...)

Mais les collectivités territoriales sont elles prêtes à investir sur **des réserves foncières** indispensables pour de telles initiatives ? Pas plus malheureusement que pour acheter du terrain agricole, pour installer des maraîchers en bio. Assurément la calculatrice n'affiche pas dans ces cas là de prix au mètre carré aussi lucratif, générateur d'appels d'offre aussi prometteurs, que pour une nouvelle zone d'activité commerciale ! Il faudra bien la prise de conscience et la mobilisation de nos concitoyens pour changer la donne.

Avant de conclure, **un mot sur la culture** pour souligner le peu d'importance qu'on y accorde. Encore une fois, **pas un mot de l'intense activité cinéphile** qui autour de ses festivals et tout particulièrement celui du court-métrage caractérise la vie culturelle de notre agglomération (c'était déjà le cas dans une des fiches thématiques consacrée à la culture dans le cadre de la préparation du SCOT).

Il faut par ailleurs s'insurger sur le fait que toute réflexion concernant "*l'innovation intellectuelle*" soit capturée au profit d'un autre chapitre : *L'innovation intellectuelle et économique* ! Arrêtons le mélange des genres.

La richesse de la vie intellectuelle de l'agglomération clermontoise se mesure aussi par la vitalité de ses mouvements d'éducation populaire, l'abondance de ses conférences citoyennes, l'exemplarité de ses mobilisations pour les droits de l'homme qui en font une ville de gauche...

En **conclusion** que nous dit-on dans ce document ? Que nous sommes tous embarqués dans la grande mondialisation affairiste de grès ou de force et qu'il n'y aurait point de salut sans que le "Grand Clermont" ne devienne une "grande métropole" dans un contexte où toutes les villes européennes seraient finalement concurrentes au lieu d'être solidaires !

Cela est contradictoire avec les choix de société que nous impose aujourd'hui la crise financière et économique. Ce document ne donne guère de pistes concrètes

sur les orientations budgétaires et la nécessaire réorientation des ressources vers l'essentiel, c'est à dire la satisfaction des besoins fondamentaux de nos concitoyens : logement, alimentation, transport, éducation, culture... tout en anticipant la probable baisse des recettes financières des collectivités territoriales due au gouvernement de droite rétrograde.

Il faut donner la priorité aux dépenses visant sur le plan social à venir en aide aux victimes de la crise et par ailleurs répondre à l'urgence environnementale en privilégiant toutes les mesures qui permettent de relocaliser notre économie.

C'est notre conception d'une autre répartition des richesses dans l'agglomération.

Jean-Michel Duclos, élu Alter Ekolo

Pour le groupe A Gauche 100%

Fatima Chennouf-Terrasse

Alain Laffont, Jean-Michel Duclos

Février 2010

*SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale